



DEPARTEMENT  
du VAUCLUSE

Arrondissement  
d'AVIGNON

# Commune de MONDRAGON

Envoyé en préfecture le 19/10/2022

Reçu en préfecture le 19/10/2022

Affiché le

ID : 084-218400786-20221017-96\_2022-DE



Feuillet n° 136/2022

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 17 OCTOBRE 2022

L'an deux mille vingt-deux, et le dix-sept octobre,

à 18 heures 30, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances,

Sous la présidence de Monsieur Christian PEYRON, Maire

Etaient présents, Messieurs :

SANCHEZ B - MARSEILLES P - LEBEGUE J - MARCHAND G - TRAMIER J.F -  
SABATIER T - CHARLES P - CORNILLON D - TRUC Y - BLANC D - MAUCCI D  
Mesdames: ALTIER MA - BERNARD J - BALBI F - ROMANINI B - VICENTE V -  
ASTIER C - ROS C - GARCIA A - RIGGIO B - MARCHAND A - LLORET S

Procurations : GILLET N à ALTIER MA - AIME N à PEYRON C

Absent(s) Excusé(s): CASTELAS M - LOPEZ M

Mr CHARLES Patrice a été nommé secrétaire de séance.

### NOMBRE DE MEMBRES

Afférents au Conseil: 27  
En exercice : 27  
Pris part à la Délibération : 25

### DATE CONVOCATION

11 OCTOBRE 2022

### DATE D'AFFICHAGE DE L'ORDRE DU JOUR

11 OCTOBRE 2022

### OBJET DE LA DELIBERATION

APPROBATION  
DU PROCES-  
VERBAL DE LA  
SÉANCE DU  
CONSEIL  
MUNICIPAL DU  
12 SEPTEMBRE  
2022

Monsieur Le Maire soumet le procès-verbal de la séance du 12 septembre 2022 à l'approbation des conseillers municipaux.

Ces derniers sont invités à faire savoir s'ils ont des remarques à formuler sur ce compte-rendu avant son adoption définitive.

Il demande donc aux Membres de l'Assemblée de bien vouloir se prononcer sur cette question.

N° 96/2022

Voix pour : 25  
Voix contre : 0  
Abstention : 0

Acte transmis en Préfecture  
Le 19 OCT. 2022

et publication ou affichage  
du 20 OCT. 2022

Le délai de recours  
contentieux devant le  
Tribunal Administratif  
territorialement  
compétent contre la  
présente délibération  
est de deux mois



Ainsi fait et délibéré,  
Pour copie conforme,  
Le secrétaire de séance,  
Patrice CHARLES

Le Conseil Municipal,  
Où l'exposé de Monsieur le Maire,  
Après en avoir délibéré,

APPROUVE à l'unanimité le procès-verbal de la séance du 12 septembre 2022.

Ainsi fait et délibéré,  
Pour copie conforme,  
Le Maire,  
Christian PEYRON





DEPARTEMENT  
du VAUCLUSE

Arrondissement  
d'AVIGNON

# Commune de MONDRAGON

Envoyé en préfecture le 19/10/2022

Reçu en préfecture le 19/10/2022

Affiché le

ID : 084-218400786-20221017-97\_2022-DE

Feuillet n° 137/2022

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 17 OCTOBRE 2022

L'an deux mille vingt-deux, et le dix-sept octobre,  
à 18 heures 30, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement  
convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel  
de ses séances,

Sous la présidence de Monsieur Christian PEYRON, Maire

Etaient présents, Messieurs :

SANCHEZ B - MARSEILLES P - LEBEGUE J - MARCHAND G - TRAMIER J.F -  
SABATIER T - CHARLES P - CORNILLON D - TRUC Y - BLANC D - MAUCCI D  
Mesdames: ALTIER MA - BERNARD J - BALBI F - ROMANINI B - VICENTE V -  
ASTIER C - ROS C - GARCIA A - RIGGIO B - MARCHAND A - LLORET S

Procurations : GILLET N à ALTIER MA - AIME N à PEYRON C

Absent(s) Excusé(s): CASTELAS M - LOPEZ M

Mr CHARLES Patrice a été nommé secrétaire de séance.

### NOMBRE DE MEMBRES

Afférents au Conseil: 27  
En exercice : 27  
Pris part à la Délibération : 25

### DATE CONVOCATION

11 OCTOBRE 2022

### DATE D'AFFICHAGE DE L'ORDRE DU JOUR

11 OCTOBRE 2022

### OBJET DE LA DELIBERATION

CONSTITUTION  
DE PROVISION  
POUR  
DÉPRÉCIATION  
DE COMPTE DE  
TIERS

BUDGET  
PRINCIPAL

N° 97/2022

Voix pour : 24  
Voix contre : 0  
Abstention : 1

Acte transmis en Préfecture  
Le 19 OCT. 2022

et publication ou affichage  
du 20 OCT. 2022

Le délai de recours  
contentieux devant le  
Tribunal Administratif  
territorialement  
compétent contre la  
présente délibération  
est de deux mois.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et, notamment, ses articles  
L.2121-29, L.2321-2, L.2322-2, R.2321-2 et R.2321-3,

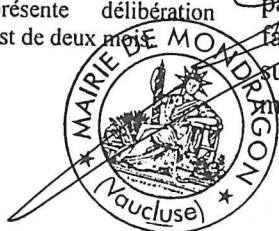
Vu l'instruction budgétaire et comptable M14.

Considérant le risque de non-recouvrement de dettes des loyers d'un locataire  
et du titre sur les droits de mutation sur les fonds de commerce,

Considérant que le principe de prudence et l'obligation de sincérité comptable  
obligent à constituer une provision pour risques conformément à l'instruction  
comptable et budgétaire M14,

Considérant la réception d'un courriel du service de gestion comptable de  
Vaison La Romaine en date du 26 septembre 2022 signalant l'absence de  
provision et qu'un retard de paiement constitue un indicateur de dépréciation  
d'une créance, c'est pourquoi il est considéré que les restes à recouvrer depuis  
plus de deux ans doivent faire l'objet de dépréciations à minima à hauteur de  
15%,

Considérant que la provision doit être constituée par délibération à hauteur du  
risque d'irrecouvrabilité. La comptabilisation des dotations aux provisions des  
créances douteuses (ou dépréciations) repose sur des écritures semi-  
budgétaires (droit commun) par utilisation en dépense de fonctionnement du  
compte 6817 (dotation aux provisions/dépréciations des actifs circulants).  
Cette provision pourra faire l'objet d'une reprise au compte 7817 (reprise sur  
provisions pour dépréciation des actifs circulants) si la créance est éteinte ou  
admise en non-valeur, ou si la provision est devenue sans objet (recouvrement  
partiel ou en totalité) ou si le risque présenté est moindre. Cette reprise devra  
faire l'objet d'une délibération pour l'acter. Enfin, en cas de créances douteuses  
supplémentaires, il conviendra de délibérer à nouveau pour mettre à jour le  
montant de la provision.





**Considérant** que les restes à recouvrer s'établissent comme suit :

Exercice 2019 :

- compte 4146 : Loyer logement 193 boulevard Léopold Fauritte pour 666.91€

Exercice 2020 :

- compte 4146 : Loyer logement 193 boulevard Léopold Fauritte pour 378.76€

- compte 4116 : Droit de mutation sur les fonds de commerce pour 226.42€

**Considérant** que le régime de provisionnement semi-budgétaire est de droit commun pour les communes,

**Considérant** que le risque d'irrecouvrabilité de ces dettes est avéré,

**Considérant** que le montant de la provision repose sur un travail concerté entre l'ordonnateur et le comptable public, il est proposé de provisionner la somme de 190.81 €, correspondant à 15% du montant des restes à recouvrer.

Il demande aux Membres de l'Assemblée de bien vouloir :

- constituer une provision pour risques et charges d'un montant de 190.81 € pour des créances concernant les loyers d'un locataire et les droits de mutation sur les fonds de commerce, réputées non recouvrables,
- d'imputer ce montant à l'article 6817 « dotation aux provisions pour dépréciation d'actifs circulants » du budget général de la commune,
- préciser que la provision sera reprise partiellement ou totalement par émission d'un titre de recette au compte 7817 lorsque la provision n'aura plus lieu d'être.

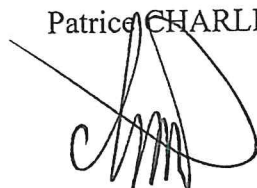
Le Conseil Municipal,  
Où l'exposé de Monsieur le Maire,  
Après en avoir délibéré,

**DÉCIDE** à l'unanimité de constituer une provision pour risques et charges d'un montant de 190.81 € pour des créances concernant les loyers d'un locataire et les droits de mutation sur les fonds de commerce, réputées non recouvrables,

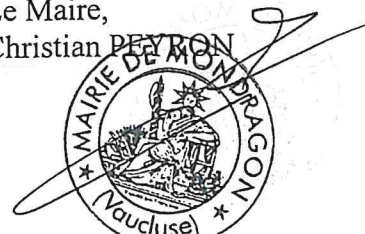
**DÉCIDE** à l'unanimité d'imputer ce montant à l'article 6817 « dotation aux provisions pour dépréciation d'actifs circulants » du budget général de la commune,

**PRÉCISE** à l'unanimité que la provision sera reprise partiellement ou totalement par émission d'un titre de recette au compte 7817 lorsque la provision n'aura plus lieu d'être.

Ainsi fait et délibéré,  
Pour copie conforme,  
Le secrétaire de séance,  
Patrice CHARLES



Ainsi fait et délibéré,  
Pour copie conforme,  
Le Maire,  
Christian PEYRON





DEPARTEMENT  
du VAUCLUSE

Arrondissement  
d'AVIGNON

# Commune de MONDRAGON

Envoyé en préfecture le 19/10/2022

Reçu en préfecture le 19/10/2022

Affiché le

ID : 084-218400786-20221017-98\_2022-DE

Feuillet n° 138/2022

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 17 OCTOBRE 2022

L'an deux mille vingt-deux, et le dix-sept octobre,  
à 18 heures 30, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement  
convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel  
de ses séances,

Sous la présidence de Monsieur Christian PEYRON, Maire

Etaient présents, Messieurs :

SANCHEZ B - MARSEILLES P - LEBEGUE J - MARCHAND G - TRAMIER J.F -  
SABATIER T - CHARLES P - CORNILLON D - TRUC Y - BLANC D - MAUCCI D  
Mesdames: ALTIER MA - BERNARD J - BALBI F - ROMANINI B - VICENTE V -  
ASTIER C - ROS C - GARCIA A - RIGGIO B - MARCHAND A - LLORET S

Procurations : GILLET N à ALTIER MA - AIME N à PEYRON C

Absent(s) Excusé(s): CASTELAS M - LOPEZ M

Mr CHARLES Patrice a été nommé secrétaire de séance.

### NOMBRE DE MEMBRES

Afférents au Conseil: 27  
En exercice : 27  
Pris part à la Délibération : 25

### DATE CONVOCATION

11 OCTOBRE 2022

### DATE D'AFFICHAGE DE L'ORDRE DU JOUR

11 OCTOBRE 2022

### OBJET DE LA DELIBERATION

CONSTITUTION  
DE PROVISION  
POUR  
DÉPRÉCIATION  
DE COMPTE DE  
TIERS

BUDGET  
ASSAINISSEMENT

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et, notamment, ses articles  
L.2121-29, L.2321-2, L.2322-2, R.2321-2 et R.2321-3,  
Vu l'instruction budgétaire et comptable M14.

Considérant le risque de non-recouvrement de dettes liées à la taxe de  
raccordement,

Considérant que le principe de prudence et l'obligation de sincérité comptable  
obligent à constituer une provision pour risques conformément à l'instruction  
comptable et budgétaire M14,

N° 98/2022

Voix pour : 24  
Voix contre : 0  
Abstention : 1

Acte transmis en Préfecture  
Le 19 OCT. 2022

et publication ou affichage  
du 20 OCT. 2022

Le délai de recours  
contentieux devant le  
Tribunal Administratif  
territorialement  
compétent contre la  
présente délibération  
est de deux mois.



Considérant la réception d'un courriel du service de gestion comptable de  
Vaison La Romaine en date du 26 septembre 2022 signalant l'absence de  
provision et qu'un retard de paiement constitue un indicateur de dépréciation  
d'une créance, c'est pourquoi il est considéré que les restes à recouvrer depuis  
plus de deux ans doivent faire l'objet de dépréciations à minima à hauteur de  
15%,

Considérant que la provision doit être constituée par délibération à hauteur du  
risque d'irrecouvrabilité. La comptabilisation des dotations aux provisions des  
créances douteuses (ou dépréciations) repose sur des écritures semi-  
budgétaires (droit commun) par utilisation en dépense de fonctionnement du  
compte 6817 (dotation aux provisions/dépréciations des actifs circulants).  
Cette provision pourra faire l'objet d'une reprise au compte 7817 (reprise sur  
provisions pour dépréciation des actifs circulants) si la créance est éteinte ou  
admise en non-valeur, ou si la provision est devenue sans objet (recouvrement  
partiel ou en totalité) ou si le risque présenté est moindre. Cette reprise devra  
faire l'objet d'une délibération pour l'acter. Enfin en cas de créances douteuses  
supplémentaires, il conviendra de délibérer à nouveau pour mettre à jour le  
montant de la provision.



**Considérant** que le reste à recouvrer s'établit comme suit :

Exercice 2020 :

- compte 4161 : Taxe de raccordement au réseau d'assainissement collectif pour 118.19€

**Considérant** que le régime de provisionnement semi-budgétaire est de droit commun pour les communes,

**Considérant** que le risque d'irrecouvrabilité de ces dettes est avéré,

**Considérant** que le montant de la provision repose sur un travail concerté entre l'ordonnateur et le comptable public, il est proposé de provisionner la somme de 17.73 €, correspondant à 15% du montant des restes à recouvrer.

Il demande aux Membres de l'Assemblée de bien vouloir :

- constituer une provision pour risques et charges d'un montant de 17.73 € pour des créances concernant la taxe de raccordement au réseau d'assainissement collectif,
- d'imputer ce montant à l'article 6817 « dotation aux provisions pour dépréciation d'actifs circulants » du budget assainissement de la commune,
- préciser que la provision sera reprise partiellement ou totalement par émission d'un titre de recette au compte 7817 lorsque la provision n'aura plus lieu d'être.


Le Conseil Municipal,  
Ouï l'exposé de Monsieur le Maire,  
Après en avoir délibéré,

**DÉCIDE** à l'unanimité de constituer une provision pour risques et charges d'un montant de 17.73 € pour des créances concernant la taxe de raccordement au réseau d'assainissement collectif, réputées non recouvrables,

**DÉCIDE** à l'unanimité d'imputer ce montant à l'article 6817 « dotation aux provisions pour dépréciation d'actifs circulants » du budget assainissement de la commune,

**PRÉCISE** à l'unanimité que la provision sera reprise partiellement ou totalement par émission d'un titre de recette au compte 7817 lorsque la provision n'aura plus lieu d'être.

Ainsi fait et délibéré,  
Pour copie conforme,  
Le secrétaire de séance,  
Patrice CHARLES



Ainsi fait et délibéré,  
Pour copie conforme,  
Le Maire,  
Christian PEYRON





DEPARTEMENT  
du VAUCLUSE

Arrondissement  
d'AVIGNON

# Commune de MONDRAGON

Envoyé en préfecture le 19/10/2022

Reçu en préfecture le 19/10/2022

Affiché le

ID : 084-218400786-20221017-99\_2022-DE

Feuillet n° 139/2022

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 17 OCTOBRE 2022

L'an deux mille vingt-deux, et le dix-sept octobre,

à 18 heures 30, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances,

Sous la présidence de Monsieur Christian PEYRON, Maire

Etaient présents, Messieurs :

SANCHEZ B – MARSEILLES P – LEBEGUE J – MARCHAND G – TRAMIER J.F –  
SABATIER T – CHARLES P – CORNILLON D – TRUC Y – BLANC D – MAUCCI D  
Mesdames: ALTIER MA – BERNARD J – BALBI F – ROMANINI B – VICENTE V –  
ASTIER C – ROS C – GARCIA A – RIGGIO B – MARCHAND A – LLORET S

Procurations : GILLET N à ALTIER MA – AIME N à PEYRON C

Absent(s) Excusé(s): CASTELAS M – LOPEZ M

Mr CHARLES Patrice a été nommé secrétaire de séance.

OBJET DE LA  
DELIBERATION

DÉCISION  
MODIFICATIVE  
N° 2 – BUDGET  
PRINCIPAL  
DE LA  
COMMUNE

Vu l'article L. 1612-11 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la nomenclature budgétaire et comptable M14,

Vu la délibération n° 27/2022 du conseil municipal en date du 28 Mars 2022 approuvant le Budget Primitif,

Vu la délibération n°63/2022 du 27 juin 2022 approuvant la Décision Modificative n°1 du budget principal de la commune.

Considérant que sous réserve du respect des dispositions des articles L. 1612-1, L. 1612-9 et L. 1612-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, des modifications peuvent être apportées au budget par l'organe délibérant, jusqu'au terme de l'exercice auquel elles s'appliquent.

Considérant que dans le cadre de l'exécution budgétaire de l'exercice en cours, il est apparu nécessaire de procéder à des ajustements de crédits entre les différents chapitres du budget principal compte tenu de la notification des provisions pour risques et charges du service de gestion comptable de Vaison La Romaine non prévus initialement au budget, il convient de procéder aux opérations budgétaires et comptables comme suit :

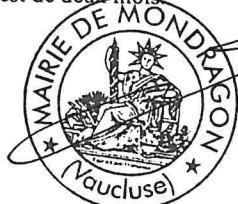
N° 99/2022

Voix pour : 24  
Voix contre : 0  
Abstention : 1

Acte transmis en Préfecture  
Le 19 OCT. 2022

et publication ou affichage  
du 20 OCT. 2022

Le délai de recours contentieux devant le Tribunal Administratif territorialement compétent contre la présente délibération est de deux mois



FONCTIONNEMENT				
Article	DEPENSES		RECETTES	
	+	-	+	-
Chapitre 67 : CHARGES EXCEPTIONNELLES				
678		190.81		
<b>TOTAL 67</b>	<b>0.00</b>	<b>190.81</b>	<b>0.00</b>	<b>0.00</b>
Chapitre 68 : DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS, AUX DEPRECIATIONS ET AUX PROVISIONS				
6817	190.81			
<b>TOTAL 68</b>	<b>190.81</b>	<b>0.00</b>	<b>0.00</b>	<b>0.00</b>
	<b>190.81</b>	<b>190.81</b>		
	<b>0.00</b>		<b>0.00</b>	



Il demande aux Membres du Conseil Municipal de bien vouloir se prononcer sur cette seconde décision modificative du budget principal de la Commune.

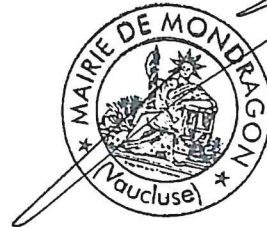
Le Conseil Municipal,  
Où l'exposé de Monsieur le Maire,  
Après en avoir délibéré,

**APPROUVE** à l'unanimité la décision modificative N°2 du budget principal de la Commune comme indiquée ci-dessus.

Ainsi fait et délibéré,  
Pour copie conforme,  
Le secrétaire de séance,  
Patrice CHARLES



Ainsi fait et délibéré,  
Pour copie conforme,  
Le Maire,  
Christian PEYRON





DEPARTEMENT  
du VAUCLUSE

Arrondissement  
d'AVIGNON

# Commune de MONDRAGON

Envoyé en préfecture le 19/10/2022

Reçu en préfecture le 19/10/2022

Affiché le

ID : 084-218400786-20221017-100\_2022-DE

Feuillet n° 140/2022

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 17 OCTOBRE 2022

L'an deux mille vingt-deux, et le dix-sept octobre,

à 18 heures 30, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances,

Sous la présidence de Monsieur Christian PEYRON, Maire

Etaient présents, Messieurs :

SANCHEZ B - MARSEILLES P - LEBEGUE J - MARCHAND G - TRAMIER J.F -  
SABATIER T - CHARLES P - CORNILLON D - TRUC Y - BLANC D - MAUCCI D  
Mesdames: ALTIER MA - BERNARD J - BALBI F - ROMANINI B - VICENTE V -  
ASTIER C - ROS C - GARCIA A - RIGGIO B - MARCHAND A - LLORET S

Procurations : GILLET N à ALTIER MA - AIME N à PEYRON C

Absent(s) Excusé(s): CASTELAS M - LOPEZ M

Mr CHARLES Patrice a été nommé secrétaire de séance.

OBJET DE LA  
DELIBERATION

DÉCISION  
MODIFICATIVE  
N° 2 - BUDGET  
ASSAINISSEMENT  
DE LA COMMUNE

N° 100/2022

Voix pour : 24  
Voix contre : 0  
Abstention : 1

Acte transmis en Préfecture  
Le 19 OCT. 2022

et publication ou affichage  
du 20 OCT. 2022

Le délai de recours  
contentieux devant le  
Tribunal Administratif  
territorialement  
compétent contre la  
présente délibération  
est de deux mois



**Vu** l'article L. 1612-11 du Code Général des Collectivités Territoriales,

**Vu** la nomenclature budgétaire et comptable M14,

**Vu** la délibération n° 31/2022 du conseil municipal en date du 28 mars 2022 approuvant le Budget Primitif,

**Vu** la délibération n°64/2022 du 27 juin 2022 approuvant la Décision Modificative n°1 du budget assainissement de la commune.

**Considérant** que sous réserve du respect des dispositions des articles L. 1612-1, L. 1612-9 et L. 1612-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, des modifications peuvent être apportées au budget par l'organe délibérant, jusqu'au terme de l'exercice auquel elles s'appliquent,

**Considérant** que dans le cadre de l'exécution budgétaire de l'exercice en cours, il est apparu nécessaire de procéder à des ajustements de crédits entre les différents chapitres du budget assainissement compte tenu de la notification des provisions pour risques et charges du service de gestion comptable de Vaison La Romaine non prévus initialement au budget, il convient de procéder aux opérations budgétaires et comptables comme suit :

FONCTIONNEMENT				
Article	DEPENSES		RECETTES	
	+	-	+	-
Chapitre 011 : CHARGES A CARACTERE GENERAL				
61521		17.73		
<b>TOTAL 011</b>	<b>0.00</b>	<b>17.73</b>	<b>0.00</b>	<b>0.00</b>
Chapitre 68 : DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS, AUX DEPRECIATIONS ET AUX PROVISIONS				
6817	17.73			
<b>TOTAL 67</b>	<b>17.73</b>	<b>0.00</b>	<b>0.00</b>	<b>0.00</b>
	17.73	17.73		
	<b>0.00</b>		<b>0.00</b>	

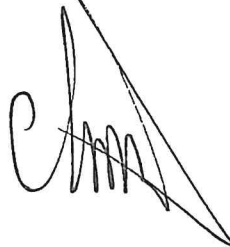


Il demande aux Membres du Conseil Municipal de bien vouloir se prononcer sur cette seconde décision modificative du budget d'assainissement.

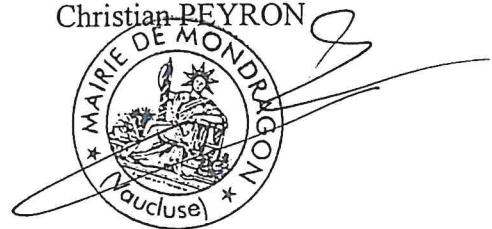
Le Conseil Municipal,  
Où l'exposé de Monsieur le Maire,  
Après en avoir délibéré,

**APPROUVE** à l'unanimité la décision modificative N°2 du budget assainissement comme indiquée ci-dessus.

Ainsi fait et délibéré,  
Pour copie conforme,  
Le secrétaire de séance,  
Patrice CHARLES



Ainsi fait et délibéré,  
Pour copie conforme,  
Le Maire,  
Christian PEYRON



MAIRIE DE MONDRAGON  
Aude



DEPARTEMENT  
du VAUCLUSE

Arrondissement  
d'AVIGNON

# Commune de MONDRAGON

Envoyé en préfecture le 19/10/2022

Reçu en préfecture le 19/10/2022

Affiché le

ID : 084-218400786-20221017-0101\_2022-DE

Berger  
Levrault

Feuillet n° 141/2022

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 17 OCTOBRE 2022

L'an deux mille vingt-deux, et le dix-sept octobre,  
à 18 heures 30, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement  
convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel  
de ses séances,

Sous la présidence de Monsieur Christian PEYRON, Maire

Etaient présents, Messieurs :

SANCHEZ B - MARSEILLES P - LEBEGUE J - MARCHAND G - TRAMIER J.F -  
SABATIER T - CHARLES P - CORNILLON D - TRUC Y - BLANC D - MAUCCI D  
Mesdames: ALTIER MA - BERNARD J - BALBI F - ROMANINI B - VICENTE V -  
ASTIER C - ROS C - GARCIA A - RIGGIO B - MARCHAND A - LLORET S

Procurations : GILLET N à ALTIER MA - AIME N à PEYRON C

Absent(s) Excusé(s): CASTELAS M - LOPEZ M

Mr CHARLES Patrice a été nommé secrétaire de séance.

### NOMBRE DE MEMBRES

Afférents au Conseil: 27  
En exercice : 27  
Pris part à la Délibération : 25

### DATE CONVOCATION

11 OCTOBRE 2022

### DATE D'AFFICHAGE DE L'ORDRE DU JOUR

11 OCTOBRE 2022

### OBJET DE LA DELIBERATION

ADOPTION DU  
REGLEMENT  
BUDGETAIRE  
ET FINANCIER  
(RBF)

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,  
Vu l'arrêté du 21 décembre 2016 relatif à l'instruction budgétaire et comptable  
M57 applicable aux collectivités territoriales,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M57,

Vu la délibération 79/2022 du 12 septembre 2022 appliquant la nomenclature  
M57 à compter 1<sup>er</sup> janvier 2023.

Considérant qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023, dans le cadre de la M57, il  
convient d'adopter un Règlement Budgétaire et Financier, fixant notamment  
les règles de gestion applicables aux crédits pluriannuels,

Considérant que ce document de référence relate l'ensemble des actions  
budgétaires et comptables afin de faciliter la compréhension des acteurs de la  
commune dans l'exercice de leurs missions respectives (élus et agents).

Ce Règlement Budgétaire et Financier doit notamment préciser :

- Les modalités de gestion des autorisations de programme, des autorisations d'engagement et des crédits de paiement, en fixant les règles de caducité applicables aux crédits pluriannuels,
- Les modalités d'information du Conseil Municipal sur la gestion des engagements pluriannuels au cours de l'exercice (A minima, le Maire doit présenter un bilan de la gestion pluriannuelle de la commune à l'occasion du vote du compte administratif).

Considérant que le projet de Règlement Budgétaire et Financier, tel  
qu'annexé, répond à ces modalités en les adaptant au contexte de la commune  
et précise également la définition des règles de gestion mises en œuvre par la  
collectivité, notamment au travers de son logiciel de gestion financière.

N° 101/2022

Voix pour : 24  
Voix contre : 0  
Abstention : 1

Acte transmis en Préfecture  
Le 19 OCT. 2022

et publication ou affichage  
du 20 OCT. 2022

Le délai de recours  
contentieux devant le  
Tribunal Administratif  
territorialement  
compétent contre la  
présente délibération  
est de deux mois.



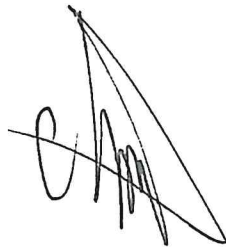


Il est demandé aux Membres de l'Assemblée de bien vouloir approuver le Règlement Budgétaire et Financier de la commune de Mondragon à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023.

Le Conseil Municipal,  
Où l'exposé de Monsieur le Maire,  
Après en avoir délibéré,

**DÉCIDE** à l'unanimité d'adopter pour le Règlement Budgétaire et Financier de la commune de Mondragon tel qu'annexé à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023.

Ainsi fait et délibéré,  
Pour copie conforme,  
Le secrétaire de séance,  
Patrice CHARLES



Ainsi fait et délibéré,  
Pour copie conforme,  
Le Maire,  
Christian PEYRON





DEPARTEMENT  
du VAUCLUSE

Arrondissement  
d'AVIGNON

# Commune de MONDRAGON

Envoyé en préfecture le 19/10/2022

Reçu en préfecture le 19/10/2022

Affiché le

ID : 084-218400786-20221017-102\_2022-DE

Feuillet n° 142/2022

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 17 OCTOBRE 2022

L'an deux mille vingt-deux, et le dix-sept octobre,

à 18 heures 30, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances,

Sous la présidence de Monsieur Christian PEYRON, Maire

Etaient présents, Messieurs :

SANCHEZ B - MARSEILLES P - LEBEGUE J - MARCHAND G - TRAMIER J.F -  
SABATIER T - CHARLES P - CORNILLON D - TRUC Y - BLANC D - MAUCCI D  
Mesdames: ALTIER MA - BERNARD J - BALBI F - ROMANINI B - VICENTE V -  
ASTIER C - ROS C - GARCIA A - RIGGIO B - MARCHAND A - LLORET S

Procurations : GILLET N à ALTIER MA - AIME N à PEYRON C

Absent(s) Excusé(s): CASTELAS M - LOPEZ M

Mr CHARLES Patrice a été nommé secrétaire de séance.

### NOMBRE DE MEMBRES

Afférents au Conseil: 27  
En exercice : 27  
Pris part à la Délibération : 25

### DATE CONVOCATION

11 OCTOBRE 2022

### DATE D'AFFICHAGE DE L'ORDRE DU JOUR

11 OCTOBRE 2022

### OBJET DE LA DELIBERATION

INSTAURATION  
DU RÉGIME DE  
PROVISION A  
COMPTER DU  
1<sup>ER</sup> JANVIER  
2023 DANS LE  
CADRE DU  
PASSAGE A LA  
M57

N° 102/2022

Voix pour : 24  
Voix contre : 0  
Abstention : 1

Acte transmis en Préfecture  
Le 19 OCT. 2022

et publication ou affichage  
du 20 OCT. 2022

Le délai de recours  
contentieux devant le  
Tribunal Administratif  
territorialement  
compétent contre la  
présente délibération  
est de deux mois.

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2121-29, L.2321-2 et R.2321-2,

**Vu** l'arrêté du 21 décembre 2016 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M.57 applicable aux collectivités territoriales,

**Vu** l'article R.2321-3 du Code Général des Collectivités Territoriales qui permet au Conseil Municipal de délibérer sur ce point.

**Vu** l'instruction budgétaire et comptable M57.

**Vu** la délibération 79/2022 du 12 septembre 2022 appliquant la nomenclature M57 à compter 1<sup>er</sup> janvier 2023.

**Considérant** qu'à compter du 1er janvier 2023, dans le cadre de la M57, il convient de fixer le régime applicable aux provisions.

**Considérant** qu'en application du principe comptable de prudence, il convient de constituer une provision dès qu'apparaît un risque susceptible de conduire la collectivité à verser une somme d'argent significative.

**Considérant** que les caractéristiques de provision sont établies comme suit :

- la provision pour litige : elle doit être constituée dès l'ouverture d'un contentieux en première instance contre la commune,

- la provision pour dépréciation : elle doit être constituée dès l'ouverture d'une procédure collective (redressement et liquidation judiciaires) pour les garanties d'emprunts, les prêts et créances, les avances de trésorerie et les participations en capital à un organisme,

- la provision pour dépréciation des restes à recouvrer : elle doit être constituée dès que le recouvrement est compromis malgré les diligences du comptable (le comptable informe la collectivité en lui remettant un état, par exemple).

**Considérant** qu'en dehors des trois cas visés ci-dessus, une provision peut être constituée dès l'apparition d'un risque avéré.





**Considérant** que les communes ont le choix entre la semi-budgétisation\* de la recette (c'est-à-dire sa mise en réserve) ou bien sa budgétisation\* (c'est-à-dire l'autofinancement).

\*La semi-budgétisation permet la mise en réserve des crédits car, comme elle ne peut pas servir au financement de la section d'investissement, elle est ensuite totalement disponible pour financer la dépense liée à la réalisation du risque lors de la reprise.

\*La budgétisation de la recette permet de dégager de l'autofinancement en section d'investissement et ainsi de ne pas, ou moins, recourir à l'emprunt. La contrepartie est que lors de la reprise de la provision, il faudra financer la dépense d'investissement afférente à la reprise.

Il est proposé aux membres de l'Assemblée de fixer le régime applicable aux provisions en semi-budgétisation à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023 dans le cadre du passage à la M57.

Le Conseil Municipal,  
Où l'exposé de Monsieur le Maire,  
Après en avoir délibéré,

**DÉCIDE** à l'unanimité de fixer le régime applicable aux provisions en semi-budgétisation à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023 dans le cadre du passage à la M57.

Ainsi fait et délibéré,  
Pour copie conforme,  
Le secrétaire de séance,  
Patrice CHARLES



Ainsi fait et délibéré,  
Pour copie conforme,  
Le Maire,  
Christian PEYRON





DEPARTEMENT  
du VAUCLUSE

Arrondissement  
d'AVIGNON

# Commune de MONDRAGON

Envoyé en préfecture le 19/10/2022

Reçu en préfecture le 19/10/2022

Affiché le

ID : 084-218400786-20221017-103\_2022-DE

Feuillet n° 143/2022

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 17 OCTOBRE 2022

L'an deux mille vingt-deux, et le dix-sept octobre,

à 18 heures 30, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances,

Sous la présidence de Monsieur Christian PEYRON, Maire

Etaient présents, Messieurs :

SANCHEZ B - MARSEILLES P - LEBEGUE J - MARCHAND G - TRAMIER J.F -  
SABATIER T - CHARLES P - CORNILLON D - TRUC Y - BLANC D - MAUCCI D  
Mesdames: ALTIER MA - BERNARD J - BALBI F - ROMANINI B - VICENTE V -  
ASTIER C - ROS C - GARCIA A - RIGGIO B - MARCHAND A - LLORET S

Procurations : GILLET N à ALTIER MA - AIME N à PEYRON C

Absent(s) Excusé(s): CASTELAS M - LOPEZ M

Mr CHARLES Patrice a été nommé secrétaire de séance.

### NOMBRE DE MEMBRES

Afférents au Conseil: 27  
En exercice : 27  
Pris part à la Délibération : 25

### DATE CONVOCATION

11 OCTOBRE 2022

### DATE D'AFFICHAGE DE L'ORDRE DU JOUR

11 OCTOBRE 2022

### OBJET DE LA DELIBERATION

DÉTERMINATION DES  
DURÉES  
D'AMORTISSEMENT  
DES  
IMMOBILISATIONS A  
COMPTER DU 1<sup>ER</sup>  
JANVIER 2023 DANS  
LE CADRE DE LA  
MISE EN ŒUVRE DE  
LA M57

**Vu** la nomenclature budgétaire et comptable M57,

**Vu** les articles L.2321-2 alinéa 27 et R.2321-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,

**Vu** la délibération 03/2019 du 21 janvier 2019 fixant jusqu'alors les durées d'amortissement appliquées par la commune,

**Vu** la délibération 79/2022 adoptant la mise en place de la nomenclature M57 à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023,

**Vu** l'article L.2321-2 alinéa 27 du Code Général des Collectivités Territoriales précisant que les dotations aux amortissements des immobilisations constituent des dépenses obligatoires pour les communes de plus de 3 500 habitants.

N° 103/2022

Voix pour : 24  
Voix contre : 0  
Abstention : 1

Acte transmis en Préfecture  
Le 19 OCT. 2022

et publication ou affichage  
du 20 OCT. 2022

Le délai de recours  
contentieux devant le  
Tribunal Administratif  
territorialement  
compétent contre la  
présente délibération  
est de deux mois

**Considérant** que les immobilisations comprennent tous les biens et valeurs destinés à rester durablement sous la même forme dans le patrimoine de la collectivité,

**Considérant** que l'amortissement est une technique permettant de constater comptablement la dépréciation d'un bien sur sa durée probable de vie et de dégager une ressource en investissement destinée à son renouvellement. L'amortissement peut être réalisé selon trois méthodes différentes : linéaire, variable ou dégressive ; la méthode linéaire étant favorisée par les collectivités,

**Considérant** que l'article R.2321-1 du Code Général des Collectivités Territoriales précise le principe selon lequel l'assemblée délibérante a la possibilité de fixer un seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur ou dont la consommation est très rapide s'amortissent sur un an,

**Considérant** que l'amortissement commence à la date de mandatement, conformément à la règle du prorata temporis. Néanmoins, le Conseil Municipal peut justifier la mise en place d'un aménagement de la règle du prorata temporis pour les nouvelles immobilisations mises en service, notamment pour des catégories d'immobilisations faisant l'objet d'un suivi globalisé à l'inventaire (biens acquis par lot, petit matériel ou outillage, fonds documentaires...).





Cette simplification consiste à calculer l'amortissement à partir du début de l'exercice suivant la date de mise en service, la dernière annuité courant jusqu'au 31 décembre de l'exercice, même lorsque le bien est vendu en cours d'année.

Il est proposé de fixer les durées d'amortissement des immobilisations à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023 dans le cadre de la mise en œuvre de la M57 comme suit :

#### POUR LES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Compte	Nature de l'immobilisation	Durée d'amortissement
Compte 2051	Concessions et droits similaires	5 ans
Compte 2088	Autres immobilisations incorporelles	5 ans

#### IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Compte	Nature de l'immobilisation	Durée d'amortissement
-Compte 2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	15 ans
-Compte 21321	Immeubles de rapport	20 ans
-Compte 215731	Matériels roulants de voirie	8 ans
-Compte 215738	Autres matériels et outillages de voirie	10 ans
-Compte 2158	Autres installations, matériels et outillages techniques	15 ans
-Compte 21828	Autres Matériels de transport	10 ans
-Compte 21831	Matériels informatiques pour les scolaires	5 ans
-Compte 21838	Autres matériels informatiques	5 ans
-Compte 21841	Matériels de bureau et mobiliers scolaires	15 ans
-Compte 21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	15 ans
-Compte 2188	Autres immobilisations corporelles	15 ans

Il est proposé de fixer, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023, les durées d'amortissement en fonction de la nature de l'immobilisation de la manière suivante :

Nature de l'immobilisation	Durée d'amortissement
Les frais relatifs aux documents d'urbanisme visés à l'article L.121-7 du Code de l'urbanisme	10 ans
Les frais d'études et des frais d'insertion non suivis de réalisation	5 ans
Les frais de recherche et de développement	5 ans
Les brevets	durée du privilège dont ils bénéficient ou durée effective de leur utilisation si elle est plus brève
Les subventions d'équipement versées lorsqu'elles financent des biens mobiliers, du matériel ou des études auxquelles sont assimilées les aides à l'investissement consenties aux entreprises	5 ans
Les subventions d'équipement versées lorsqu'elles financent des biens immobiliers ou des installations	15 ans
Les subventions d'équipement versées lorsqu'elles financent des projets d'infrastructures d'intérêt national (logement social, réseau très haut débit...)	30 ans

La méthode d'amortissement proposée aux Membres de l'Assemblée est la méthode linéaire prorata temporis, les dépréciations étant réparties de manière égale sur la durée de vie du bien.

Il est proposé de fixer le seuil d'amortissement des biens de faible valeur à 1 000,00 € TTC.

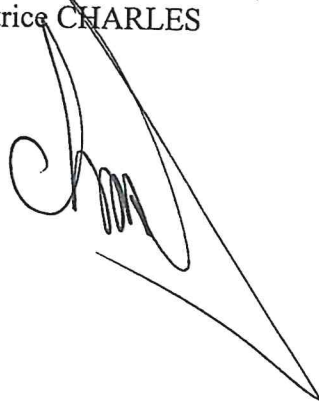
Il est demandé aux Membres de l'Assemblée de bien vouloir se prononcer sur cette question.

Le Conseil Municipal,  
Où l'exposé de Monsieur le Maire,  
Après en avoir délibéré,

**DÉCIDE** à l'unanimité de :

- De fixer les durées d'amortissement des immobilisations à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023 dans le cadre de la mise en œuvre de la M 57 comme indiqué.
- De retenir la méthode linéaire prorata temporis
- De fixer le seuil d'amortissement des biens de faible valeur à 1 000,00€ TTC.

Ainsi fait et délibéré,  
Pour copie conforme,  
Le secrétaire de séance,  
Patrice CHARLES



Ainsi fait et délibéré,  
Pour copie conforme,  
Le Maire,  
Christian PEYRON





Envoyé en préfecture le 19/10/2022

Reçu en préfecture le 19/10/2022

Affiché le



ID : 084-218400786-20221017-103\_2022-DE



DEPARTEMENT  
du VAUCLUSE

Arrondissement  
d'AVIGNON

# Commune de MONDRAGON

Envoyé en préfecture le 19/10/2022

Reçu en préfecture le 19/10/2022

Affiché le

ID : 084-218400786-20221017-104\_2022-DE

Berger  
Lévy

Feuillet n° 145/2022

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 17 OCTOBRE 2022

L'an deux mille vingt-deux, et le dix-sept octobre,  
à 18 heures 30, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement  
convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel  
de ses séances,

Sous la présidence de Monsieur Christian PEYRON, Maire

Etaient présents, Messieurs :

SANCHEZ B – MARSEILLES P – LEBEGUE J – MARCHAND G – TRAMIER J.F –  
SABATIER T – CHARLES P – CORNILLON D – TRUC Y – BLANC D – MAUCCI D  
Mesdames: ALTIER MA – BERNARD J – BALBI F – ROMANINI B – VICENTE V –  
ASTIER C – ROS C – GARCIA A – RIGGIO B – MARCHAND A – LLORET S

Procurations : GILLET N à ALTIER MA – AIME N à PEYRON C

Absent(s) Excusé(s): CASTELAS M – LOPEZ M

Mr CHARLES Patrice a été nommé secrétaire de séance.

Vu la délibération n° 114-2019 du Conseil Municipal en date du  
15 juillet 2019 approuvant la convention de déversement des eaux  
usées de la ZA du Cairen sur la station d'épuration de la Croisière.

Considérant que les eaux usées de la zone d'activité du Cairen  
située sur la commune de MONDRAGON sont collectées par un  
réseau spécifique et, après refoulement, sont déversées dans le  
regard d'arrivée général des effluents en entrée de la station  
d'épuration de la Croisière de la commune de BOLLÈNE pour y  
être traitées.

Considérant que l'avenant, tel qu'annexé, a pour but de mettre en  
conformité le déversement des eaux usées en provenance du poste  
de refoulement de la Z.A du Cairen de la commune de  
MONDRAGON vers la station d'épuration de la Croisière de la  
commune de BOLLÈNE et de définir les modalités techniques et  
financières d'acceptation de ces effluents.

Considérant que la Commune de MONDRAGON a confié à  
SAUR France l'exploitation par affermage de son service public  
d'assainissement. L'échéance du contrat est fixée au 31 octobre  
2023.

Considérant que le service public de l'assainissement collectif de  
la ville de BOLLÈNE est confié à SUEZ Eau France par contrat  
d'affermage dont l'échéance est fixée au 30 juin 2024.

Considérant l'augmentation de l'activité au sein de la ZA du  
Cairen, il convient de redéfinir entre les parties, les  
caractéristiques des eaux déversées, les engagements respectifs des  
cocontractants et les conditions financières.

### NOMBRE DE MEMBRES

Afférents au Conseil: 27  
En exercice : 27  
Pris part à la Délibération : 25

### DATE CONVOCATION

11 OCTOBRE 2022

### DATE D'AFFICHAGE DE L'ORDRE DU JOUR

11 OCTOBRE 2022

OBJET DE LA  
DELIBERATION  
AVENANT N°1 A  
LA CONVENTION  
DE  
DÉVERSEMENT  
DES EAUX USÉES  
DE LA ZAC DU  
CAIRON  
SUR LA STATION  
D'ÉPURATION DE  
LA CROISIÈRE

N° 104/2022

Voix pour : 25  
Voix contre : 0  
Abstention : 0

Acte transmis en Préfecture  
Le 19 OCT. 2022

et publication ou affichage  
du 20 OCT. 2022

Le délai de recours  
contentieux devant le  
Tribunal Administratif  
territorialement  
compétent contre la  
présente délibération  
est de deux mois





Considérant la nécessité de clarifier les obligations de chacune des parties.

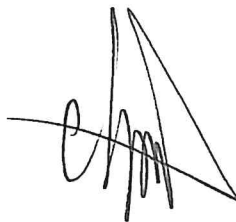
Il est proposé à l'assemblée un avenant n°1 à la convention de déversement des eaux usées de la ZA du Cairon sur la station d'épuration de la Croisière, tel qu'annexé, applicable à la date du 1<sup>er</sup> novembre 2022 ou à défaut à sa signature par l'ensemble des parties, à savoir la Mairie de Bollène, Suez Eau France, la SAUR et la Mairie de Mondragon.

Il est demandé aux Membres de l'Assemblée de bien vouloir se prononcer sur cette question.

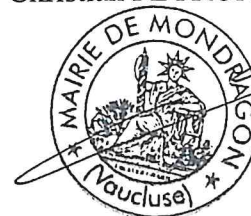
Le Conseil Municipal,  
Où l'exposé de Monsieur le Maire,  
Après en avoir délibéré,

**APPROUVE** à l'unanimité l'avenant n°1 à la convention de déversement des eaux usées de la ZA du Cairon sur la station d'épuration de la Croisière tel qu'annexé applicable à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2022 ou à défaut à la signature de l'ensemble des parties.

Ainsi fait et délibéré,  
Pour copie conforme,  
Le secrétaire de séance,  
Patrice CHARLES



Ainsi fait et délibéré,  
Pour copie conforme,  
Le Maire,  
Christian PEYRON





DEPARTEMENT  
du VAUCLUSE

Arrondissement  
d'AVIGNON

# Commune de MONDRAGON

Envoyé en préfecture le 19/10/2022

Reçu en préfecture le 19/10/2022

Affiché le

ID : 084-218400786-20221017-105\_2022-DE



Feuillet n° 146/2022

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 17 OCTOBRE 2022

L'an deux mille vingt-deux, et le dix-sept octobre,

à 18 heures 30, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances,

Sous la présidence de Monsieur Christian PEYRON, Maire

Etaient présents, Messieurs :

SANCHEZ B – MARSEILLES P – LEBEGUE J – MARCHAND G – TRAMIER J.F –  
SABATIER T – CHARLES P – CORNILLON D – TRUC Y – BLANC D – MAUCCI D  
Mesdames: ALTIER MA – BERNARD J – BALBI F – ROMANINI B – VICENTE V –  
ASTIER C – ROS C – GARCIA A – RIGGIO B – MARCHAND A – LLORET S

Procurations : GILLET N à ALTIER MA – AIME N à PEYRON C

Absent(s) Excusé(s): CASTELAS M – LOPEZ M

Mr CHARLES Patrice a été nommé secrétaire de séance.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier ses articles L 2224-8, L 2224-11 et 12,

Vu le Code de la Santé Publique et en particulier ses articles L 1331-1, L 1331-10 et L.1337-2,

Vu l'arrêté ministériel du 21 juillet 2015 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité,

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumise à autorisation,

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation de rejet (n°Si2003-9-0050) du 26 septembre 2003 autorisant la Mairie de Mondragon à rejeter des eaux usées dans la station d'épuration de Bollène La Croisière dont la capacité nominale est de 4500 équivalents – habitants,

Vu la délibération n°113/06 du 22 Juin 2006 approuvant la convention intercommunale d'assainissement de la ZA du Cairon,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 17 octobre 2022 approuvant la convention de déversement des eaux usées de la ZA du Cairon sur la station d'épuration de la Croisière.

Considérant que les eaux usées de l'usine de compostage Terres de Provence gérée par SUEZ ORGANIQUE, dont le site de production est situé sur la commune de MONDRAGON sont collectées par un réseau spécifique vers le poste de relevage des Cairons,

Considérant que l'usine de compostage Terres de Provence exerce une activité de compostage des boues (32 000 tonnes par an),

### NOMBRE DE MEMBRES

Afférents au Conseil: 27  
En exercice : 27  
Pris part à la Délibération : 25

### DATE CONVOCATION

11 OCTOBRE 2022

### DATE D'AFFICHAGE DE L'ORDRE DU JOUR

11 OCTOBRE 2022

OBJET DE LA  
DELIBERATION  
CONVENTION DE  
DÉVERSEMENT  
DES EAUX USÉES  
DE L'USINE DE  
COMPOSTAGE  
TERRES DE  
PROVENCE SUR  
LE PR DU  
CAIRON

N° 105/2022

Voix pour : 24  
Voix contre : 1  
Abstention : 0

Acte transmis en Préfecture  
Le 19 OCT. 2022

et publication ou affichage  
du 20 OCT. 2022

Le délai de recours  
contentieux devant le  
Tribunal Administratif  
territorialement  
compétent contre la  
présente délibération  
est de deux mois.





Considérant la nécessité d'actualiser la convention spéciale de déversement d'eaux usées de la plateforme de compostage de Mondragon dans le réseau public d'assainissement de la Commune de Mondragon,

Considérant que la convention, telle qu'annexée, a pour but de redéfinir le déversement des eaux usées en provenance de l'Etablissement vers le poste de refoulement de la Z.A du Cairen de la commune de MONDRAGON et de définir les modalités techniques et financières d'acceptation de ces effluents.

Considérant que la Commune de MONDRAGON a confié à la SAUR l'exploitation par affermage de son service public d'assainissement. L'échéance du contrat est fixée au 31 octobre 2023.

Il est proposé à l'assemblée la convention de déversement des eaux usées de l'usine de compostage Terres de Provence gérée par SUEZ ORGANIQUE sur le PR du Cairen telle qu'annexée et applicable à la date du 1<sup>er</sup> novembre 2022 ou à défaut à la signature par l'ensemble des parties, à savoir Suez Organique, la SAUR et la Mairie de Mondragon.

Il est demandé aux Membres de l'Assemblée de bien vouloir se prononcer sur cette question.

Le Conseil Municipal,  
Où l'exposé de Monsieur le Maire,  
Après en avoir délibéré,

**APPROUVE** à la majorité la convention de déversement des eaux usées de l'usine de compostage Terres de Provence gérée par SUEZ ORGANIQUE sur le PR du Cairen telle qu'annexée et applicable à la date du 1<sup>er</sup> novembre 2022 ou à défaut à la signature par l'ensemble des parties, à savoir Suez Organique, la SAUR et la Mairie de Mondragon.

Ainsi fait et délibéré,  
Pour copie conforme,  
Le secrétaire de séance,  
Patrice CHARLES



Ainsi fait et délibéré,  
Pour copie conforme,  
Le Maire,  
Christian PEYRON





DEPARTEMENT  
du VAUCLUSE

Arrondissement  
d'AVIGNON

# Commune de MONDRAGON

Envoyé en préfecture le 19/10/2022

Reçu en préfecture le 19/10/2022

Affiché le

ID : 084-218400786-20221017-106\_2022-DE

Feuillet n° 147/2022

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 17 OCTOBRE 2022

L'an deux mille vingt-deux, et le dix-sept octobre,  
à 18 heures 30, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement  
convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel  
de ses séances,

Sous la présidence de Monsieur Christian PEYRON, Maire

Etaient présents, Messieurs :

SANCHEZ B - MARSEILLES P - LEBEGUE J - MARCHAND G - TRAMIER J.F -  
SABATIER T - CHARLES P - CORNILLON D - TRUC Y - BLANC D - MAUCCI D  
Mesdames: ALTIER MA - BERNARD J - BALBI F - ROMANINI B - VICENTE V -  
ASTIER C - ROS C - GARCIA A - RIGGIO B - MARCHAND A - LLORET S

Procurations : GILLET N à ALTIER MA - AIME N à PEYRON C

Absent(s) Excusé(s): CASTELAS M - LOPEZ M

Mr CHARLES Patrice a été nommé secrétaire de séance.

Comme chaque année, Monsieur le Maire informe les Membres de  
l'Assemblée qu'il convient de l'autoriser à signer la convention de mise à  
disposition de la salle d'activités municipale de la Résidence Peyrafeux,  
comme annexée, pour permettre à l'association @dn de réaliser ses  
permanences et animations autour de l'outil numérique.

Des millions de Français vivent sans connexion Internet ou sont en difficulté  
face aux usages sur la Toile. Ce phénomène d'exclusion numérique est aggravé  
par la dématérialisation des services publics.  
C'est pourquoi @dn a élaboré un service numérique de médiation adapté afin  
de permettre l'appropriation des usages numériques, par tous les publics.

Il rappelle que la salle d'activités de la Résidence Peyrafeux est mise à  
disposition de l'association @dn à titre gratuit pour l'année scolaire  
2022/2023.

Il est demandé aux Membres de l'Assemblée de bien vouloir se prononcer sur  
cette question.

Le Conseil Municipal,  
Où l'exposé de Monsieur le Maire,  
Après en avoir délibéré,

**APPROUVE** à l'unanimité la convention de mise à disposition de la salle  
d'activités municipale de la Résidence Peyrafeux à titre gratuit avec  
l'association précitée pour l'année scolaire 2022/2023.

**AUTORISE** le Maire à signer la convention ainsi que toutes les pièces s'y  
rapportant.

Ainsi fait et délibéré,  
Pour copie conforme,  
Le secrétaire de séance,  
Patrice CHARLES

Ainsi fait et délibéré,  
Pour copie conforme,  
Le Maire,  
Christian PEYRON

### NOMBRE DE MEMBRES

Afférents au Conseil: 27  
En exercice : 27  
Pris part à la Délibération : 25

### DATE CONVOCATION

11 OCTOBRE 2022

### DATE D'AFFICHAGE DE L'ORDRE DU JOUR

11 OCTOBRE 2022

### OBJET DE LA DELIBERATION

CONVENTION  
DE MISE A  
DISPOSITION  
D'UN LOCAL  
MUNICIPAL A  
L'ASSOCIATION  
@dn.  
2022/2023

N° 106/2022

Voix pour : 25  
Voix contre : 0  
Abstention : 0

Acte transmis en Préfecture  
Le 19 OCT. 2022

et publication ou affichage  
du 20 OCT. 2022

Le délai de recours  
contentieux devant le  
Tribunal Administratif  
territorialement  
compétent contre la  
présente délibération  
est de deux mois.







DEPARTEMENT  
du VAUCLUSE

Arrondissement  
d'AVIGNON

# Commune de MONDRAGON

Envoyé en préfecture le 19/10/2022

Reçu en préfecture le 19/10/2022

Affiché le

ID : 084-218400786-20221017-107\_2022-DE

Feuillet n° 148/2022

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 17 OCTOBRE 2022

L'an deux mille vingt-deux, et le dix-sept octobre,

à 18 heures 30, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances,

Sous la présidence de Monsieur Christian PEYRON, Maire

Etaient présents, Messieurs :

SANCHEZ B - MARSEILLES P - LEBEGUE J - MARCHAND G - TRAMIER J.F -  
SABATIER T - CHARLES P - CORNILLON D - TRUC Y - BLANC D - MAUCCI D  
Mesdames: ALTIER MA - BERNARD J - BALBI F - ROMANINI B - VICENTE V -  
ASTIER C - ROS C - GARCIA A - RIGGIO B - MARCHAND A - LLORET S

Procurations : GILLET N à ALTIER MA - AIME N à PEYRON C

Absent(s) Excusé(s): CASTELAS M - LOPEZ M

Mr CHARLES Patrice a été nommé secrétaire de séance.

Monsieur le Maire rappelle la délibération N° 139/2021 du 14 Octobre 2021 par laquelle les membres de l'Assemblée ont approuvé à l'unanimité la convention avec l'association « le Foyer Rural des Jeunes et de l'Education Populaire » (FRJEP), relative à la mise en place d'activités avec les seniors du territoire à la résidence les Balcons de Peyrafeux. Cette convention est arrivée à échéance, il convient de la renouveler du 1<sup>er</sup> Septembre 2022 au 31 Août 2023 pour les activités suivantes :

- Danse country
- Relaxation, méditation
- Vannerie

N° 107/2022

Voix pour : 25  
Voix contre : 0  
Abstention : 0

Acte transmis en Préfecture  
Le 19 OCT. 2022

et publication ou affichage  
du 20 OCT. 2022

Le délai de recours contentieux devant le Tribunal Administratif territorialement compétent contre la présente délibération est de deux mois.

Il demande aux Membres de l'Assemblée de bien vouloir se prononcer sur cette question.

Le Conseil Municipal,  
Où l'exposé de Monsieur le Maire,  
Après en avoir délibéré,

**APPROUVE** à l'unanimité le renouvellement de la convention de partenariat avec l'Association FRJEP définissant les modalités de mise en œuvre des activités destinées aux personnes adhérentes aux services municipaux proposées à la résidence « Les Balcons de Peyrafeux ».

**AUTORISE** le Maire à signer cette convention ainsi que toutes pièces s'y rapportant.

Ainsi fait et délibéré,  
Pour copie conforme,  
Le secrétaire de séance,  
Patrice CHARLES

Ainsi fait et délibéré,  
Pour copie conforme,  
Le Maire,  
Christian PEYRON





DEPARTEMENT  
du VAUCLUSE

Arrondissement  
d'AVIGNON

# Commune de MONDRAGON

Envoyé en préfecture le 19/10/2022

Reçu en préfecture le 19/10/2022

Affiché le

ID : 084-218400786-20221017-108\_2022-DE

Feuillet n° 149/2022

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 17 OCTOBRE 2022

L'an deux mille vingt-deux, et le dix-sept octobre,

à 18 heures 30, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances,

Sous la présidence de Monsieur Christian PEYRON, Maire

Etaient présents, Messieurs :

SANCHEZ B – MARSEILLES P – LEBEGUE J – MARCHAND G – TRAMIER J.F –  
SABATIER T – CHARLES P – CORNILLON D – TRUC Y – BLANC D – MAUCCI D  
Mesdames: ALTIER MA – BERNARD J – BALBI F – ROMANINI B – VICENTE V –  
ASTIER C – ROS C – GARCIA A – RIGGIO B – MARCHAND A – LLORET S

Procurations : GILLET N à ALTIER MA – AIME N à PEYRON C

Absent(s) Excusé(s): CASTELAS M – LOPEZ M

Mr CHARLES Patrice a été nommé secrétaire de séance.

### NOMBRE DE MEMBRES

Afférents au Conseil: 27  
En exercice : 27  
Pris part à la Délibération : 25

### DATE CONVOCATION

11 OCTOBRE 2022

### DATE D'AFFICHAGE DE L'ORDRE DU JOUR

11 OCTOBRE 2022

### OBJET DE LA DELIBERATION

DÉCLASSEMENT  
D'UN DÉLAISSÉ  
DE VOIRIE  
CADASTRÉ  
SECTION I n°1745  
DU DOMAINE  
PUBLIC DANS LE  
DOMAINE PRIVÉ  
DE LA  
COMMUNE  
N° 108/2022

**Vu** la délibération n°86/2018 du 4 juin 2018 portant sur la cession des parcelles originaires cadastrées section I n°245-246-247 et 248, lieudit « La Clastre » à la Communauté de Communes Rhône Lez Provence, ayant fait l'objet par la suite d'une division en plusieurs parcelles de moindre importance,

**Vu** la délibération n°131/2020 du 28 septembre 2020 portant sur l'ouverture d'une enquête publique en vue du déclassement d'une partie du chemin des Clastres du domaine public dans le domaine privé de la Commune,

**Vu** les conclusions du commissaire enquêteur dans son rapport du 04 janvier 2021,

**Vu** la division foncière réalisée par Thierry BAUBET, géomètre expert à Bollène le 07 juin 2022,

**Vu** l'article L141-3 du Code de la Voirie Routière, modifié par la loi n°2004-1343 du 9 décembre 2004.

**Considérant** la demande de déclassement d'un délaissé de voirie cadastré section I n°1745 du domaine public dans le domaine privé de la Commune,

**Considérant** que l'opération envisagée n'a pas pour conséquence de porter atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées par la voie,

**Considérant** que la protection des piétons et la continuité du cheminement piétonnier sont assurées,

**Considérant** que les conditions réglementaires sont réunies au titre de l'article L141-3 du Code de la Voirie Routière,

**Considérant** la nécessité pour la Communauté de Communes Rhône Lez Provence de procéder à la division de la zone et de créer un lot portant le numéro 5 empiétant sur le délaissé de voirie cadastré section I 1745,

Voix pour : 25  
Voix contre : 0  
Abstention : 0

Acte transmis en Préfecture  
Le 19 OCT. 2022

et publication ou affichage  
du 20 OCT. 2022

Le délai de recours  
contentieux devant le  
Tribunal Administratif  
territorialement  
compétent contre la  
présente délibération  
est de deux mois.





Monsieur le Maire propose aux Membres de l'Assemblée que ce délaissé de voirie cadastré section I n°1745 d'une superficie de 17 ca fasse l'objet d'un déclassement du domaine public dans le domaine privé de la Commune.

Il demande aux Membres de l'Assemblée de bien vouloir se prononcer sur cette question.

Le Conseil Municipal,  
Où l'exposé de Monsieur le Maire,  
Après en avoir délibéré,

**DÉCIDE** à l'unanimité d'autoriser le déclassement du délaissé de voirie cadastré section I n°1745 d'une superficie de 17 ca du domaine public dans le domaine privé de la Commune.

**AUTORISE** le Maire à signer toutes les pièces relatives à ce dossier.

Ainsi fait et délibéré,  
Pour copie conforme,  
Le secrétaire de séance,  
Patrice CHARLES



Ainsi fait et délibéré,  
Pour copie conforme,  
Le Maire,  
Christian PEYRON





**DEPARTEMENT  
du VAUCLUSE**

Arrondissement  
d'AVIGNON

# Commune de MONDRAGON

Envoyé en préfecture le 19/10/2022

Reçu en préfecture le 19/10/2022

Affiché le

ID : 084-218400786-20221017-109\_2022-DE

Berger  
Levrault

Feuillet n° 150/2022

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

**Séance du 17 OCTOBRE 2022**

*L'an deux mille vingt-deux, et le dix-sept octobre,*

*à 18 heures 30, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances,*

*Sous la présidence de Monsieur Christian PEYRON, Maire*

**Etaient présents, Messieurs :**

*SANCHEZ B – MARSEILLES P – LEBEGUE J – MARCHAND G – TRAMIER J.F –  
SABATIER T – CHARLES P – CORNILLON D – TRUC Y – BLANC D – MAUCCI D  
Mesdames: ALTIER MA – BERNARD J – BALBI F – ROMANINI B – VICENTE V –  
ASTIER C – ROS C – GARCIA A – RIGGIO B – MARCHAND A – LLORET S*

*Procurations : GILLET N à ALTIER MA – AIME N à PEYRON C*

*Absent(s) Excusé(s): CASTELAS M – LOPEZ M*

*Mr CHARLES Patrice a été nommé secrétaire de séance.*

### NOMBRE DE MEMBRES

Afférents au Conseil: 27  
En exercice : 27  
Pris part à la Délibération : 25

### DATE CONVOCATION

11 OCTOBRE 2022

### DATE D'AFFICHAGE DE L'ORDRE DU JOUR

11 OCTOBRE 2022

### OBJET DE LA DELIBERATION

CESSION DE DEUX  
PORTIONS DE LA  
VOIRIE  
COMMUNALE N°10  
BIS AU  
DOMAINE DE LA  
GUICHARDE  
ET MODIFICATION  
DU TABLEAU DES  
VOIRIES  
COMMUNALES

**N° 109/2022**

Voix pour : 24  
Voix contre : 1  
Abstention : 0

Acte transmis en Préfecture  
Le 19 OCT. 2022

et publication ou affichage  
du 20 OCT. 2022

Le délai de recours  
contentieux devant le  
Tribunal Administratif  
territorialement  
compétent contre la  
présente délibération  
est de deux mois.

**Vu** la délibération 41/2020 du 2 mars 2020 autorisant Monsieur Le Maire à lancer une enquête publique en vue du déclassement de deux portions de la voie communale n°10 bis depuis l'extrémité des parcelles cadastrées section D n°380 et 383 pour s'achever à l'extrémité du chemin privatif cadastré section D n°700 soit un linéaire d'environ 140 mètres, puis de la parcelle cadastrée section D n°703 jusqu'au chemin de la traverse à l'Est,

**Vu** la délibération 148/2020 du 30 novembre 2020 approuvant les conclusions du commissaire enquêteur et le déclassement de deux portions de la voie communale n°10 bis,

**Vu** le courrier d'acceptation de M. Didier PERREOL, représentant la SCEA Le Père Eole Domaine de la Guicharde pour l'acquisition de deux portions de la voie communale n°10 bis au prix de 5 000 € TTC, frais compris,

**Vu** l'avis des Domaines en date du 04 octobre 2022 estimant à 2500 € la valeur de ces deux portions de voie communale.

**Considérant** que ces deux parties de voie communale d'une surface linéaire d'environ 270 mètres ont peu d'intérêt pour la collectivité et que la cession permettrait de ne plus supporter les coûts d'entretien de ladite voie.

Monsieur le Maire propose aux membres de l'Assemblée de céder ces deux portions de voie communale n°10 bis à M. PERREOL Didier, SCEA Le Père Eole, Domaine de la Guicharde au prix de 5 000 € TTC, frais compris.

Il demande, par voie de conséquence, de modifier les tableaux de voiries rurales et communales portant le linéaire de la voirie communale 70 679 mètres et le linéaire de voirie rurale reste inchangé à 32 082 mètres.





Il demande aux Membres de l'Assemblée de bien vouloir se prononcer sur ces 2 questions.

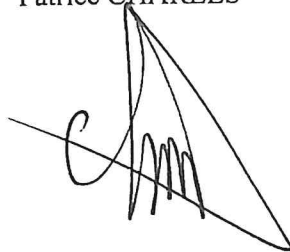
Le Conseil Municipal,  
Où l'exposé de Monsieur le Maire,  
Après en avoir délibéré,

**DÉCIDE** à la majorité :

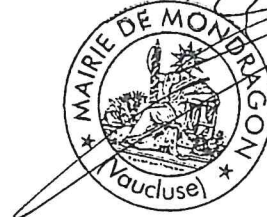
- de céder les deux portions de la voie communale n°10 bis, d'une surface linéaire d'environ 270 mètres, au prix de 5 000 € TTC, frais compris,
- de modifier les tableaux de voiries rurales et communales portant le linéaire de la voirie communale 70 679 mètres et le linéaire de voirie rurale reste inchangé à 32 082 mètres.

**AUTORISE** à la majorité Monsieur le Maire à signer toutes les pièces relatives à ce dossier.

Ainsi fait et délibéré,  
Pour copie conforme,  
Le secrétaire de séance,  
Patrice CHARLES



Ainsi fait et délibéré,  
Pour copie conforme,  
Le Maire,  
Christian PEYRON





DEPARTEMENT  
du VAUCLUSE

Arrondissement  
d'AVIGNON

# Commune de MONDRAGON

Envoyé en préfecture le 19/10/2022

Reçu en préfecture le 19/10/2022

Affiché le

ID : 084-218400786-20221017-110\_2022-DE

Feuillet n° 151/2022

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 17 OCTOBRE 2022

L'an deux mille vingt-deux, et le dix-sept octobre,

à 18 heures 30, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances,

Sous la présidence de Monsieur Christian PEYRON, Maire

Etaient présents, Messieurs :

SANCHEZ B – MARSEILLES P – LEBEGUE J – MARCHAND G – TRAMIER J.F –  
SABATIER T – CHARLES P – CORNILLON D – TRUC Y – BLANC D – MAUCCI D  
Mesdames: ALTIER MA – BERNARD J – BALBI F – ROMANINI B – VICENTE V –  
ASTIER C – ROS C – GARCIA A – RIGGIO B – MARCHAND A – LLORET S

Procurations : GILLET N à ALTIER MA – AIME N à PEYRON C

Absent(s) Excusé(s): CASTELAS M – LOPEZ M

Mr CHARLES Patrice a été nommé secrétaire de séance.

**Vu** l'article L.2241-1 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à la gestion des biens et aux opérations immobilières,

**Vu** l'article L.1111-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques relatif aux acquisitions amiables,

**Vu** l'article L.1211-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et les articles L.1311-9 et L.1311-10 du Code Général des Collectivités Territoriales relatifs à la consultation préalable de l'autorité compétente de l'état dans le cadre d'opérations immobilières,

**Vu** l'article L.1212-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques relatif à la passation des actes,

**Vu** l'article 1593 du Code Civil relatif aux frais d'actes notariés,

**Vu** le courrier de Madame Julie LE HENAUFF en date du 6 Octobre 2022 se portant acquéreur des parcelles B n°103 – 104 – 105 et 107 pour une superficie totale de 6 085 m<sup>2</sup> situées quartier « Le Maupas »,

**Considérant** l'avis des domaines référencé 2022-84078-05626 en date du 31 janvier 2022 fixant la valeur vénale de la parcelle cadastrée section B n°107 à 1965 €,

**Considérant** l'avis des domaines référencé 2022-84078-67959 en date du 21 septembre 2022 fixant la valeur vénale des parcelles cadastrées section B n°103 – 104 et 105 à 1 078 €,

**Considérant** le courrier en date du 6 octobre de Madame Julie LE HENAUFF acceptant l'offre à 4 120 € pour acquérir les 4 parcelles susvisées,

**Considérant** que ces parcelles n'ont aucun intérêt pour la Commune.

### NOMBRE DE MEMBRES

Afférents au Conseil: 27  
En exercice : 27  
Pris part à la Délibération : 25

### DATE CONVOCATION

11 OCTOBRE 2022

### DATE D'AFFICHAGE DE L'ORDRE DU JOUR

11 OCTOBRE 2022

### OBJET DE LA DELIBERATION

CESSION DES  
PARCELLES  
CADASTREES  
SECTION B n°  
103 -104 - 105 ET  
107

N° 110/2022

Voix pour : 25  
Voix contre : 0  
Abstention : 0

Acte transmis en Préfecture  
Le 19 OCT. 2022

et publication ou affichage  
du 20 OCT. 2022

Le délai de recours  
contentieux devant le  
Tribunal Administratif  
territorialement  
compétent contre la  
présente délibération  
est de deux mois.





Monsieur le Maire expose aux Membres du Conseil Municipal le projet agricole de Mme LE HENAUFF basé sur la production de plantes aromatiques et médicinales, la vente de tisanes et d'aromates, la création d'une forêt nourricière et l'installation d'un atelier pédagogique. Sa priorité est de sensibiliser le public sur le thème de la nature et l'importance de la protéger mais aussi transmettre, partager, expérimenter et apprendre dans une ambiance conviviale et détendue. Ces parcelles sont idéalement situées pour mener à bien ce projet.

Il propose aux Membres de l'Assemblée d'accepter la proposition de Madame Julie LE HENAUFF pour lui céder les parcelles cadastrées section B n°103 – 104 – 105 et 107 au prix de 4 120 €. Les frais de notaire et les éventuels frais de géomètre seront à la charge de l'acquéreur.

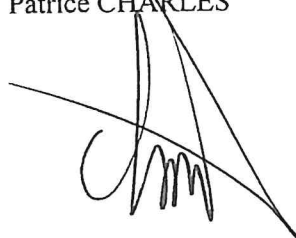
Il demande aux membres de l'Assemblée de bien vouloir se prononcer sur cette question.

Le Conseil Municipal,  
Où l'exposé de Monsieur le Maire,  
Après en avoir délibéré,

**DÉCIDE** à l'unanimité de céder les parcelles cadastrées section B n°103-104-105 et 107 à Madame Julie LE HENAUFF pour le prix de 4 120 €.

**AUTORISE** à l'unanimité le Maire à signer l'acte notarié ainsi que toutes les pièces se rapportant à ce dossier.

Ainsi fait et délibéré,  
Pour copie conforme,  
Le secrétaire de séance,  
Patrice CHARLES



Ainsi fait et délibéré,  
Pour copie conforme,  
Le Maire,  
Christian PEYRON





DEPARTEMENT  
du VAUCLUSE

Arrondissement  
d'AVIGNON

# Commune de MONDRAGON

Envoyé en préfecture le 19/10/2022

Reçu en préfecture le 19/10/2022

Affiché le

ID : 084-218400786-20221017-111\_2022-DE



Feuillet n° 152/2022

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 17 OCTOBRE 2022

L'an deux mille vingt-deux, et le dix-sept octobre,

à 18 heures 30, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances,

Sous la présidence de Monsieur Christian PEYRON, Maire

Etaient présents, Messieurs :

SANCHEZ B - MARSEILLES P - LEBEGUE J - MARCHAND G - TRAMIER J.F -  
SABATIER T - CHARLES P - CORNILLON D - TRUC Y - BLANC D - MAUCCI D  
Mesdames: ALTIER MA - BERNARD J - BALBI F - ROMANINI B - VICENTE V -  
ASTIER C - ROS C - GARCIA A - RIGGIO B - MARCHAND A - LLORET S

Procurations : GILLET N à ALTIER MA - AIME N à PEYRON C

Absent(s) Excusé(s): CASTELAS M - LOPEZ M

Mr CHARLES Patrice a été nommé secrétaire de séance.

### NOMBRE DE MEMBRES

Afférents au Conseil: 27  
En exercice : 27  
Pris part à la Délibération : 25

### DATE CONVOCATION

11 OCTOBRE 2022

### DATE D'AFFICHAGE DE L'ORDRE DU JOUR

11 OCTOBRE 2022

### OBJET DE LA DELIBERATION

ÉCHANGE  
DE BIENS  
IMMOBILIERS

**Vu** l'article L.2241-1 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à la gestion des biens et aux opérations immobilières,

**Vu** l'article L.1111-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques relatif aux acquisitions amiables,

**Vu** l'article L.1211-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et les articles L.1311-9 et L.1311-10 du Code Général des Collectivités Territoriales relatifs à la consultation préalable de l'autorité compétente de l'état dans le cadre d'opérations immobilières,

**Vu** l'article L.1212-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques relatif à la passation des actes,

**Vu** l'article 1593 du Code Civil relatif aux frais d'actes notariés,

**Vu** la délibération 81/2020 du 22 juin 2020 approuvant de procéder à l'échange immobilier pour l'un cadastré section I n°326 et 327 pour une superficie totale de 135 m² appartenant à Madame Mireille ROCHEBLAVE, 233 boulevard Léopold Fauritte et pour l'autre, cadastré section I n°494 pour une superficie de 160 m², appartenant à la Commune, situé boulevard Séraphin Perrot motivée par un projet d'aménagement du centre du village,

**Vu** le courrier de Madame ROCHEBLAVE confirmant son souhait d'échanger son bien immobilier en date du 16 juin 2020,

**Vu** le document modificatif de la propriété cadastrale DA n° 2527BDU du 16 novembre 2020,

**Vu** l'état descriptif de division en copropriété « 193 Boulevard Séraphin Perrot » réalisé par SELARL Thierry BAUBET en date du 26 novembre 2020.

N° 111/2022

Voix pour : 24  
Voix contre : 1  
Abstention : 0

Acte transmis en Préfecture  
Le 19 OCT. 2022

et publication ou affichage  
du 20 OCT. 2022

Le délai de recours  
contentieux devant le  
Tribunal Administratif  
territorialement

compétent contre la  
présente délibération  
est de deux mois





**Considérant** le projet de la Commune de désenclaver la Rue Baguette et réaliser l'aménagement d'un espace public est inchangé.

***Pour le bien situé section I n°326 et n°327 appartenant à Madame Rocheblave d'une superficie de 158 m².***

**Considérant** l'avis des domaines référencé 2022-84078-43 792 en date du 29 août 2022 fixant la valeur vénale du bien à 130 305 € assortie d'une marge d'appréciation de 10% portant la valeur maximale d'acquisition sans justification particulière à 143 335€,

**Considérant** que ce même avis des domaines fixe une valeur au m² en prenant en comparaison les biens vendus autour de l'immeuble concerné et que ce prix est fixé à 1 241€,

**Considérant** que la surface retenue a écarté les 54 m² de combles aménageables dans cet avis fixant ainsi la valeur de ces derniers à 0€,

**Considérant** l'avis de valeur de l'Agence du Tuc Immo de Mondragon fixant la valeur vénale du bien entre 145 900€ et 161 200€.

Il est proposé aux membres de l'Assemblée de fixer la valeur du bien de Madame ROCHEBLAVE situé section I n°326 et n°327 d'une superficie de 158 m² à 156 780€.

***Pour le bien situé section I n°494, 493, 1722, 1724 et 1725 pour le lot 2 appartenant à la Commune de Mondragon d'une superficie de 175 m².***

**Considérant** l'avis des domaines référencé 2021-84078-15348 en date du 19 avril 2021 fixant la valeur vénale du bien à 174 200 €,

**Considérant** que ce même avis des domaines comptabilise un garage cadastré I 1719 d'une superficie de 36 m² qui n'entre pas dans le lot 2 faisant l'objet de l'échange,

**Considérant** l'avis de valeur de l'Agence Les Allées de Bollène fixant la valeur vénale du bien à 150 000€.

Il est proposé aux membres de l'Assemblée de fixer la valeur du bien de la Commune situé section I n°494, 493, 1722, 1724 et 1725 pour le lot 2 à 156 780€.

Monsieur le Maire propose aux Membres du Conseil Municipal :

- D'abroger la délibération n°81/2020 du 22 juin 2020,
- De procéder à l'échange immobilier pour l'un cadastré section I n°326 et 327 pour une superficie totale de 158 m² appartenant à Madame Mireille ROCHEBLAVE, 233 boulevard Léopold Fauritte et pour l'autre, cadastré section I n°494, 493, 1722, 1724 et 1725 pour le lot 2 pour une superficie de 175 m², appartenant à la Commune, situé boulevard Séraphin Perrot,

- D'acter que cet échange ne fera pas l'objet d'une quelconque soulte puisque les biens sont estimés à valeurs égales et que les frais de notaire seront à la charge de la Commune,
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer l'acte notarié et toutes les pièces se rapportant à ce dossier.
- D'autoriser Monsieur le Maire à réaliser la mise en copropriété des immeubles appartenant à la Commune cadastrés section I n°494, 493, 1722, 1724 et 1725 et régler tous les frais à cet effet

Il demande aux membres de l'Assemblée de bien vouloir se prononcer sur ces questions.

Le Conseil Municipal,  
Où l'exposé de Monsieur le Maire,  
Après en avoir délibéré,

**DÉCIDE** à la majorité d'abroger la délibération n° 81/2020 du 22 juin 2020,

**DÉCIDE** à la majorité de procéder à l'échange immobilier pour l'un cadastré section I n°326 et 327 pour une superficie totale de 158 m<sup>2</sup> appartenant à Madame Mireille ROCHEBLAVE, 233 boulevard Léopold Fauritte et pour l'autre, cadastré section I n°494, 493, 1722, 1724 et 1725 pour le lot 2 pour une superficie de 175 m<sup>2</sup>, appartenant à la Commune, situé boulevard Séraphin Perrot,

**ACTE** à la majorité que cet échange ne fera pas l'objet d'une quelconque soulte puisque les biens sont estimés à valeurs égales et que les frais de notaire seront à la charge de la commune,

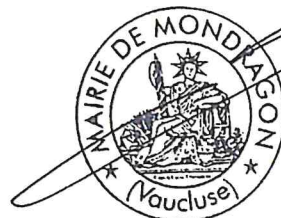
**AUTORISE** à la majorité le Maire à signer l'acte notarié ainsi que toutes les pièces se rapportant à ce dossier,

**AUTORISE** à la majorité le Maire à réaliser la mise en copropriété des immeubles appartenant à la Commune cadastré section I n°494, 493, 1722, 1724 et 1725 et régler tous les frais à cet effet.

Ainsi fait et délibéré,  
Pour copie conforme,  
Le secrétaire de séance,  
Patrice CHARLES



Ainsi fait et délibéré,  
Pour copie conforme,  
Le Maire,  
Christian PEYRON





Envoyé en préfecture le 19/10/2022

Reçu en préfecture le 19/10/2022

Affiché le



ID : 084-218400786-20221017-111\_2022-DE



DEPARTEMENT  
du VAUCLUSE

Arrondissement  
d'AVIGNON

# Commune de MONDRAGON

Envoyé en préfecture le 19/10/2022

Reçu en préfecture le 19/10/2022

Affiché le

ID : 084-218400786-20221017-112\_2022-DE

Berger  
Levrault

Feuillet n° 154/2022

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 17 OCTOBRE 2022

L'an deux mille vingt-deux, et le dix-sept octobre,

à 18 heures 30, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances,

Sous la présidence de Monsieur Christian PEYRON, Maire

Etaient présents, Messieurs :

SANCHEZ B - MARSEILLES P - LEBEGUE J - MARCHAND G - TRAMIER J.F -  
SABATIER T - CHARLES P - CORNILLON D - TRUC Y - BLANC D - MAUCCI D  
Mesdames: ALTIER MA - BERNARD J - BALBI F - ROMANINI B - VICENTE V -  
ASTIER C - ROS C - GARCIA A - RIGGIO B - MARCHAND A - LLORET S

Procurations : GILLET N à ALTIER MA - AIME N à PEYRON C

Absent(s) Excusé(s): CASTELAS M - LOPEZ M

Mr CHARLES Patrice a été nommé secrétaire de séance.

Monsieur le Maire rappelle aux Membres de l'Assemblée que conformément à l'article L 5211-39 du Code Général des Collectivités Territoriales, un rapport d'activité de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale accompagné du compte administratif doivent être adressés à chaque Maire des communes membres.

Il indique qu'il a reçu en date du 8 septembre 2022 le rapport d'activité 2021 de la CCRLP accompagné du compte administratif du budget général et des budgets annexes.

Il demande aux Membres de l'Assemblée de se prononcer.

N° 112/2022

Voix pour : 25  
Voix contre : 0  
Abstention : 0

Acte transmis en Préfecture  
Le 19 OCT. 2022

et publication ou affichage  
du 20 OCT. 2022

Le Conseil Municipal,  
Où l'exposé de Monsieur le Maire,  
Après en avoir délibéré,

APRES la présentation du rapport d'activité et du compte administratif 2021 de la CCRLP.

PREND ACTE à l'unanimité de ce rapport d'activité et du compte administratif du budget général et les budgets annexes de l'année 2021 de la Communauté de Communes Rhône-Lez-Provence.

Le délai de recours contentieux devant le Tribunal Administratif territorialement compétent contre la présente délibération est de deux mois.

Ainsi fait et délibéré,  
Pour copie conforme,  
Le secrétaire de séance,  
Patrice CHARLES

Ainsi fait et délibéré,  
Pour copie conforme,  
Le Maire,  
Christian PEYRON



*(Signature of Patrice CHARLES)*

